



# La guerre en RDC : dévoiler le pouvoir caché de l'agence

Aymar N. Bisoka

## SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS (ILS)

La série Insecure Livelihoods publie des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ces rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisanses, collaboratives et de terrain.

## AUTEURS

Aymar N. Bisoka est professeur d'anthropologie politique à l'Université de Mons en Belgique. Juriste, politologue et docteur en sciences politiques et sociales, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont Afrocritique : Essai sur l'infrapolitique des luttes noires, récemment publié aux éditions Eterotopia.

## CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

## GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

[www.gicnetwork.be](http://www.gicnetwork.be)

## PUBLICATION

Editor : Koen Vlassenroot

Éditorial : Lee Gillette

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2025 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



# La guerre en RDC : dévoiler le pouvoir caché de l'agence

Aymar N. Bisoka



# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>MYTHE DE LA PROFONDEUR</b>	<b>9</b>
<b>RÉCITS OUBLIÉS</b>	<b>15</b>
<b>JOUISSANCES FAMILIÈRES</b>	<b>21</b>
<b>PERTES INTIMES</b>	<b>26</b>
<b>DIGNITÉ SOUILLÉE</b>	<b>33</b>

# Introduction

Les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, poursuivent leur avancée implacable, conquérant villages, cités et villes à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). La chute de la ville de Bukavu, ultime prise importante après plus de trois ans d'offensive, symbolise un nouveau revers dans la destruction des vies et des communautés de l'Est du Congo, dévasté par trois décennies de guerre. En tant que natif de Bukavu, que j'ai habité presque la moitié de ma vie et où je retourne plusieurs fois par an, je ressens donc un déchirement profond. Par ailleurs, et cette fois-ci en tant que chercheur pratiquant l'ethnographie dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi et RDC) et témoin de l'interdépendance entre les populations transfrontalières de ces pays, je fais face à une impuissance accablante devant l'incertitude sécuritaire et humanitaire qui pèse sur les habitants de cette région. Principalement agriculteurs et issues des couches les plus pauvres de ces pays<sup>1</sup>, ces populations sont les premières victimes de logiques de puissance et de souverainisme qui, aujourd'hui, obsèdent les belligérants.

Enfin, en tant que juriste et politologue, je suis profondément exaspéré par la façon dont cette guerre est traitée dans les médias. Déclenché en novembre 2021 par la prise de Chenu et Runyonyi par le M23, ce conflit trouve ses racines dans une histoire complexe de guerres régionales, en particulier la première guerre du Congo en 1996<sup>2</sup>, qui a vu l'occupation de Bukavu par

---

<sup>1</sup> K. Claessens, A. N. Bisoka, & A. Ansoms, « Rethinking Communal Land Governance in the Great Lakes Region of Central Africa », *Progress in Development Studies*, 2021, 21(2), 144-160.

<sup>2</sup> R. Lemarchand, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009.

des rebelles soutenus par le Rwanda, dont certains font aujourd'hui partie du M23<sup>3</sup>. Un conflit aussi vieux ouvre la porte à une multitude d'interprétations contradictoires qui compliquent sa compréhension. Bien que la diversité des analyses soit enrichissante, elle conduit à des interprétations opposées, chaque acteur abordant le conflit à travers le prisme de ses propres valeurs et intérêts. L'asymétrie de l'information, amplifiée par la rapidité de diffusion des nouvelles et la prolifération des fake news, aggrave encore la situation, produisant des analyses souvent erronées ou incomplètes.

Voilà pourquoi il me semble crucial et urgent de prendre la parole pour tenter de contribuer à la clarification des clés de lecture de ce conflit. Mon objectif n'est pas de répéter les thèses qui structurent les discussions médiatiques, comme le rôle du Rwanda, des minerais, de la gouvernance et des acteurs internationaux comme facteurs clés dans ce conflit. Ce que je propose, c'est de tenter de lire la phase actuelle de ce conflit à partir d'une clé de lecture majeure issue des débats de la deuxième vague en sciences politiques africaines (1980-1990). Il s'agit de la reconnaissance du caractère foncièrement politique des discours et pratiques d'acteurs politiques africains<sup>4</sup>. Cette reconnaissance exige de dépasser l'époque où les politologues analysaient l'actualité politique en Afrique à travers une vision réductrice, considérant les événements historiques comme des processus mécaniques et inéluctables, les actions des acteurs comme impulsives et hasardeuses, et les phénomènes sociaux sous un prisme dogmatique et culturaliste.

Nous devons ainsi nous méfier de ces lectures problématiques du conflit qui réduisent les violences armées aux conséquences des conflits ethniques et aux problèmes de gouvernance, en occultant les calculs et les intérêts<sup>5</sup> des acteurs impliqués dans une série de rapports de force. Aujourd'hui, il est essentiel de comprendre ces violences dans le cadre de calculs d'acteurs

---

<sup>3</sup> En suivant les évolutions multiformes de groupes rebelles qui se sont succédé ces trois dernières décennies. Cf. J. K. Stearns, *From CNDP to M23: The Evolution of an Armed Movement In Eastern Congo*, London, Rift Valley Institute, 2012.

<sup>4</sup> M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 2009, pp. 135-163.

<sup>5</sup> Il ne faut pas nécessairement voir ici une distinction entre idéologie et intérêt. Cf. J. Mehta, « The varied roles of ideas in politics: From "whether" to "how" », *Ideas and Politics in Social Science Research*, 2011, 23-46.

politiques. Cette agence des acteurs politiques – en tant que capacité d'action malgré les contraintes structurelles<sup>6</sup> – est influencée par une conjoncture en constante évolution et des structures certes stables mais toujours navigables<sup>7</sup>.

Cette clé de lecture me permettra de redéfinir la phase actuelle de la guerre en RDC, en mettant en lumière les fréquents problèmes d'interprétation de ses causes et de ses conséquences, qui négligent souvent le rôle de l'agence des acteurs. (1) D'abord, elle offre l'opportunité de montrer le *mythe de la profondeur*, de ces causes structurelles de la guerre. Cette critique, qui souligne l'agence des acteurs, permet de montrer la nécessité de définir la guerre à partir de sa réalité brutale, la qualifiant comme une administration délibérée d'une violence systématique, voulue et maintenue par certains acteurs puissants, frappant principalement des innocents pour des raisons de pouvoir et de profit. (2) Ensuite, cette perspective nous permet de proposer des *récits oubliés*, des histoires qui démontrent que la guerre n'est pas l'avènement inéluctable de la violence. Son analyse doit prioritairement poser la question des motivations immédiates de certains acteurs clés qui déclenchent la guerre ou en déterminent les phases les plus violentes. Cette agence, qui introduit une contingence dans le présent par rapport aux événements du passé, doit être comprise à travers le processus politique par lequel ces acteurs établissent stratégiquement une distinction entre leurs intérêts personnels et ceux de l'État. (3) En outre, une telle réalité doit être considérée de manière non exceptionnelle et nécessite une comparaison avec des conflits tels que celui entre l'Ukraine et la Russie, ou entre Israël et la Palestine. Ces expériences, que l'on peut qualifier de *jouissances familiales*, montrent comment les mêmes logiques sous-jacentes à l'acte de dominer et de tuer se fondent sur une raison d'État qui justifie à la fois la survie des régimes en place et leurs actions violentes.

(4) De plus, cette perspective par agence nous permet de saisir les conséquences de cette guerre non seulement en termes de violences physiques et matérielles, mais aussi à travers la destruction des résultats des actions

---

<sup>6</sup> Il s'agit de la capacité d'un individu ou d'un groupe à agir, à prendre des décisions et à influencer des événements ou des situations malgré les contraintes structurelles.

<sup>7</sup> H. Vigh, « Motion squared: A second look at the concept of social navigation », *Anthropological Theory*, 2009, 9(4), 419-438.

des populations congolaises et de la sous-région. Ces *pertes intimes* se manifestent dans les pertes liées aux efforts de relèvement, individuels et communautaires, des populations de l'Est de la RDC, exposées à la violence armée au cours des trois dernières décennies. Raconter ces histoires nous permet de sortir de la spectacularisation de la souffrance, cette obsession académique à rationaliser et théoriser la douleur sans visée normative, pour mettre en avant une pratique discursive visant à alléger la misère des victimes de la guerre. (5) Enfin, ces pertes soulèvent la question fondamentale de la *dignité souillée*. Elles révèlent un ensemble de paradoxes liés à cette guerre, qui, au nom de la protection du droit de tuer en tant qu'expression ultime de la souveraineté étatique, continue de souiller le rêve de dignité en postcolonie<sup>8</sup>, en intronisant le fratricide dans un rituel de connivence et de convivialité entre les régimes au pouvoir et les peuples.

---

<sup>8</sup> N. A. Bisoka, *Afrocritique : essai sur l'infra-politique des luttes noires*, Paris, Eterotopia France, coll. « Rhizome », 2025.

# Mythe de la profondeur

Les études politiques sur l'Afrique ont récemment souligné l'importance de privilégier, dans certaines situations, les facteurs immédiats et les dynamiques locales qui peuvent déclencher ou exacerber les conflits, telles que les intérêts économiques ou sécuritaires<sup>9</sup>. Cette perspective s'écarte des tendances actuelles à voir derrière la guerre en RDC une sorte de revanche des causes profondes lisibles dans l'histoire longue de la région. Celle-ci commencerait par un coupage colonial des frontières<sup>10</sup>, l'aggravation des conflits ethniques par les colonisateurs, l'insécurité des populations rwandophones en RDC, des retombées du génocide contre les Tutsis au Rwanda, la non-résolution définitive de ce problème par les gouvernements congolais successifs, l'incapacité de l'État congolais et des partenaires internationaux de résoudre divers problèmes structurels, etc.

Certes, il est essentiel de connaître l'histoire longue de la région pour saisir les narratifs complexes qui reviennent dans la justification de la violence<sup>11</sup>. Par exemple, le découpage colonial des frontières qui a créé des divisions artificielles, dont les effets perdurent, n'explique assurément pas les massacres

---

<sup>9</sup> P. Collier, P., *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007 ; J. K. Stearns, *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, New York, Public Affairs, 2011.

<sup>10</sup> Voir la critique classique de l'historiographie africaine, qui dénonce le biais consistant à situer le début de l'histoire de l'Afrique avec la présence des Blancs ou de la colonisation sur le continent.

<sup>11</sup> J.-P. Chrétien, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Aubier, 2000.

actuellement, mais permet d'historiciser les tensions entre groupes ethniques et nationaux que manipulent les acteurs puissants pour arriver à leurs fins<sup>12</sup>. En comprenant comment les colonisateurs ont transformé les conflits politiques en conflits ethniques ou ont aggravé ces derniers, en manipulant les identités et en favorisant certaines populations au détriment d'autres, on comprend la complexité du problème.

De plus, l'insécurité des populations rwandophones en RDC, laissées en marge et souvent perçues comme des « étrangers » ou des « ennemis », n'a jamais été résolue de manière définitive, alimentant ainsi des rivalités persistantes<sup>13</sup>. À cela s'ajoute l'échec récurrent du gouvernement congolais à établir une gouvernance stable et inclusive, renforçant le sentiment de marginalisation et de défiance vis-à-vis de l'État. L'histoire longue de la région, marquée par ces blessures non cicatrisées, et des conséquences désastreuses d'une gouvernance insatisfaisante offre donc une clé indispensable pour contextualiser les discours des acteurs par rapport au conflit. Elle permet également de préciser la complexité du conflit dans le cadre des interventions de paix post-conflit ou post-guerre.

Cependant, en se concentrant principalement sur les causes profondes de la guerre, cette perspective néglige les motivations immédiates de certains acteurs clés qui ont conduit au déclenchement de la guerre et aux phases décisives de sa violence. Un focus trop important sur ces aspects structurels en plein conflit pose problème sur les plans éthique et politique. Sur le plan éthique, le problème est lié au fait que cette perspective plonge le débat dans un tourbillon de discussions où la question centrale prend la forme d'une obsession consistant à définir les causalités historiques exactes de la violence et l'inévitabilité de celle-ci<sup>14</sup>. D'un côté, elle donne l'impression que le déclenchement d'une guerre et la guerre elle-même n'étaient pas le

---

<sup>12</sup> E. M'Bokolo, *Afrique noire. Histoire et civilisations. Du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Hatier/AUF, 2004.

<sup>13</sup> G. Mathys, *Fractured Pasts in Lake Kivu's Borderlands. Conflicts, Connections and Mobility in Central Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « African Studies », 2025 ; B. Muchukiwa, *Territoires ethniques et territoires étatiques : pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (RD Congo)*, Paris, L'Harmattan, coll. « L'Afrique des Grands Lacs », 2006.

<sup>14</sup> K. Popper, *The poverty of historicism*, London, Routledge, 2013.

problème majeur dans cette histoire. D'autre part, elle peut avoir pour effet de rendre l'inéluclabilité supposée de la guerre un acte d'absolution de ceux qui l'ont déclenchée.

Un tel raisonnement est problématique car il détourne l'attention des souffrances immédiates des populations victimes de cette guerre et que les élites prétendent sauver en déclenchant la guerre. Ainsi, les débats sur les responsabilités historiques ou les causes profondes du conflit finissent par faire oublier le présent, c'est-à-dire l'urgence de mettre fin à la guerre immédiatement. En outre, les responsabilités par rapport aux millions de morts et de déplacés<sup>15</sup>, ainsi qu'aux violences physiques, sexuelles et psychologiques sont alors attribuées aux nations des victimes qui seraient responsables de ces causes profondes, et non à l'État et aux acteurs politiques qui ont déclenché ces violences.

Sur le plan politique, le problème est lié au fait que ces discussions sur les causes profondes ignorent l'agence de ces acteurs qui déclenchent le conflit. Or cette agence introduit une contingence dans le présent par rapport aux événements du passé qui cessent alors de définir automatiquement le présent<sup>16</sup>. En cherchant à complexifier la situation, on tombe dans une analyse téléologique qui réduit ces violences à une simple conséquence du passé, sans reconnaître que ce sont les choix politiques actuels qui perpétuent cette tragédie. En effet, les analyses qui se réfèrent à cet aspect structurel échouent souvent à proposer une lecture plus nuancée du conflit actuel. D'une part, elles tendent à adopter une vision linéaire et ininterrompue de l'histoire, omettant ainsi les ruptures et les crises, les courts moments d'accalmie ou de violences massives qui la jalonnent et qui s'expliquent par l'agence des acteurs. En se limitant à des justifications qui rendraient le présent inévitable ou naturel, elle échoue à proposer une compréhension plus complexe et juste du présent qui met en lumière des discontinuités et des moments de résistance. D'autre part, elles tendent à faire du passé

---

<sup>15</sup> Cette question pose problème aussi dans la région des Grands Lacs et particulièrement en RDC. Certes, on peut ne pas connaître le nombre de morts qui ont été causés par la guerre depuis 1994. Mais que ce débat prenne le pas sur le fait que des acteurs puissants ont ordonné des massacres et qu'ils doivent répondre de leurs actes est révoltant.

<sup>16</sup> M. Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1971.

une justification des actions présentes, occultant le rôle et la possibilité de l'agence de prendre urgemment en charge les souffrances actuelles et d'y mettre un terme. Ce raisonnement néglige l'impact concret des décisions politiques prises aujourd'hui et empêche la mise en place de mesures pour mettre fin à la violence.

En effet, la négligence de la nécessité de centrer les acteurs du déclenchement des violences ainsi que leurs intérêts dans l'analyse est critiquable à la lumière des débats sur l'agence des acteurs politiques en Afrique des années 1990<sup>17</sup>. Il s'agit des débats de la deuxième vague (1980-1990) dans les études politiques africaines qui correspondent à une période de réflexion et d'analyse sur les marges de manœuvre des acteurs politiques africains, notamment autour des questions de gouvernance, de démocratisation et des crises économiques. Ces débats ont montré que les contraintes internes et externes auxquelles sont confrontés ces acteurs étatiques, ainsi que les effets que ces contraintes génèrent, ne peuvent pas expliquer leurs actions à eux seuls. Ces contraintes n'expliquent pas l'action de ces acteurs dont les calculs, les stratégies et les identités jouent un rôle majeur dans la compréhension de leurs décisions. Dans ce cas, même des phénomènes comme le danger structurel auquel ils peuvent être exposés peuvent parfois être le résultat de ces calculs rationnels.

Cette théorie offre une clé de compréhension pour la guerre actuelle en RDC. En fait, si les contraintes internes et externes, telles que les menaces sécuritaires ou les enjeux économiques, peuvent expliquer certains comportements, elles ne suffisent pas à rendre compte des décisions des acteurs qui ont déclenché une guerre. Dans ce contexte, la guerre en RDC peut être considérée comme le résultat de calculs rationnels des acteurs politiques qui, en fonction de leurs divers intérêts, instrumentalisent ces contraintes comme prétextes pour servir leurs intérêts. L'idée d'une menace structurelle, comme l'insécurité, l'influence croissante d'acteurs régionaux concurrents ou les limitations dans l'accès aux ressources, devient alors une construction

---

<sup>17</sup> N. Van de Walle, « Démocratisation en Afrique : bilan critique », dans M. Gazito et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 2009, pp. 135-163.

stratégique qui permet de justifier une agression tout en consolidant le pouvoir de l'agresseur, à la fois sur le plan interne et régional. Cette perspective peut aider à mieux saisir les choix stratégiques des acteurs politiques qui déclenchent la guerre pour le pouvoir et bien au-delà des seules contraintes externes. Mais, comme nous le verrons, contrairement à certaines perspectives dans les *Peace and Conflict Studies*, il est essentiel de complexifier la manière dont ces acteurs politiques articulent leurs intérêts à ceux de l'État.

En outre, cette théorie est un instrument pour une critique puissante en faveur des victimes de la guerre aujourd'hui. En effet, il est important pour l'analyse critique de trouver des moyens de raconter les *révélés oubliés*, ces histoires qui échappent à la narration dominante imposée par le pouvoir, lequel s'acharne à confondre délibérément les intérêts individuels avec l'intérêt commun. Cette nécessité constitue une critique de l'obsession des analyses de la violence sans visée normative, visant à alléger la misère des victimes de la guerre. Il s'agit d'une tendance répandue dans les études sur les conflits en Afrique, qui peine aujourd'hui à associer la recherche et l'écriture à la question normative, toujours sous-jacente à la pratique discursive de la critique. Il s'agit d'une lecture rationaliste qui s'est développée dans les années 1990, en lien avec la volonté d'étudier le politique en Afrique, tout en évitant les excès du catastrophisme systématique et dépolitisé<sup>18</sup>, ainsi que l'optimisme déplacé et afrophilique<sup>19</sup> à propos de l'Afrique<sup>20</sup>.

Comme on peut le remarquer, beaucoup d'analyses sur la guerre en RDC ont tendance à surestimer l'importance de l'information et de la compréhension du conflit. Certaines analyses et certains discours considèrent ces questions comme une fin en soi, s'en réjouissant comme d'une forme de catharsis intellectuelle, une sorte de « porno misère ». Cependant, ils oublient que, face à des individus qui souffrent, peu importe la profondeur de notre compréhension ou la pertinence de nos explications : ce qui compte avant

---

<sup>18</sup> C. Coulon et M. Denis-Constant (dir.), « Les Afriques politiques [compte rendu] », *Politique étrangère*, 1992, 57(3), 704.

<sup>19</sup> V. Clette-Gakuba, *Épreuves de la colonialité dans l'art et la culture. Faire exister un monde noir à Bruxelles*, Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, Faculté de Philosophie et Sciences sociales, 2023.

<sup>20</sup> A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

tout, c'est d'alléger leur souffrance ici et maintenant. L'obsession pour une compréhension théorique des crises finit souvent par l'emporter sur l'action urgente visant à soulager cette souffrance. La spectacularisation de la souffrance, où les discours académiques et les raisonnements explicatifs servent à apaiser la conscience sans produire d'effets concrets sur la vie des victimes, demeure un problème majeur. Il en va de même pour l'obsession académique de théoriser la souffrance sans visée normative, destinée à alléger la misère des victimes de la guerre. Or, étant donné que les acteurs responsables des guerres d'agression sont généralement plus puissants que les pays qu'ils attaquent, l'étude doit nécessairement être normative, prenant parti en faveur des communautés affectées par les violences qu'ils déclenchent pour le pouvoir et le profit.

# Récits oubliés

Comme nous l'avons déjà mentionné, en s'inscrivant dans des perspectives de causalité longue, les narratifs actuels sur la guerre en RDC tendent à négliger l'analyse des stratégies des acteurs. Lorsque cette dimension est abordée, elle s'inscrit souvent dans une perspective simpliste, développée dans les années 1990 au sein des *Peace and Conflict Studies*, où les intérêts des acteurs sont considérés de manière distincte de ceux de l'État. Dans de nombreux conflits, ces acteurs seraient motivés par des intérêts matériels et personnels, tels que l'avidité pour les ressources ou le pouvoir, ce qui alimente la violence<sup>21</sup>. Cependant, ces théories échouent à complexifier le récit en omettant de répondre à la question de savoir pourquoi la poursuite de ces intérêts personnels doit toujours s'articuler avec ceux de l'État et comment elle y parvient.

En effet, l'une des problématiques majeures soulevées par les analyses politiques africaines est de démontrer que l'État en Afrique, dans une optique wébérienne, incarne un discours performatif. Cela signifie que l'acceptation du monopole de la violence et de la séparation entre les sphères publique et privée, et plus largement entre l'État et la société, repose sur l'intériorisation d'un discours façonné par l'État lui-même. Ce discours ne se contente pas de décrire la réalité, il la crée. Autrement dit, il génère un « effet d'État », consolidant ainsi l'idée que l'État, ou ses représentants, cherchent à se définir et à se légitimer à travers cette séparation. Dès lors, des analystes éminents de la

---

<sup>21</sup> A. De Waal, « Mission without End? Peacekeeping in the African Political Marketplace », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 2009, 85(1), 99-113.

politique africaine se sont concentrés sur l'analyse de la production même de cette distinction entre l'État et la société. Ainsi, comme l'ont souligné ces politologues, « we need to examine the political processes through which the uncertain yet powerful distinction between state and society is produced »<sup>22</sup>.

Cette problématique des sciences politiques africaines est capitale aujourd'hui pour comprendre la guerre en RDC et plus particulièrement des parties importantes de l'histoire de cette guerre dont on parle peu. Il s'agit de la manière dont, grâce à la distinction artificielle entre l'État et la société, certains acteurs politiques ont délibérément et stratégiquement réussi à faire passer confusément leurs propres intérêts pour l'intérêt de leurs États respectifs. En réalité, et contrairement à ce qu'une certaine socio-anthropologie de l'État en Afrique a longtemps affirmé<sup>23</sup>, la poursuite de leur intérêt n'est pas toujours automatique. Pour atteindre leurs intérêts, ils définissent ceux de l'État sur la base de leurs propres intérêts, modelant la vision nationale de manière à ce qu'elle serve principalement leurs ambitions personnelles. Dans cette dynamique, ils arrivent, dans la mesure du possible, leurs objectifs individuels à ceux de l'État, créant ainsi une illusion de cohérence entre leur pouvoir et l'intérêt général. Tant qu'ils peuvent maintenir cette convergence, ils peuvent parvenir à renforcer leur autorité tout en manipulant les perceptions internes et externes. À partir de cette séparation de façade, ils sont prêts à sacrifier des communautés humaines entières pour parvenir à leurs buts au nom de l'intérêt général et du service à la nation, tout en consolidant leur emprise sur le pouvoir. La question de l'intérêt général, de la souveraineté nationale, de la nécessité publique ou encore de la raison d'État revêt une importance capitale ici, car elle incarne cette « boîte noire » de la violence constitutive de l'État<sup>24</sup>, dans laquelle des acteurs se présentant comme les représentants de l'intérêt supérieur peuvent, en théorie, justifier toutes sortes d'actes. Ces notions deviennent d'autant plus dangereuses dans des régimes où le pouvoir s'exerce de manière non démocratique, et

---

<sup>22</sup> T. Mitchell, « Society, Economy and the State Effect », dans G. Steinmetz (dir.), *State/Culture: State-Formation after the Cultural Turn*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, pp. 76-97.

<sup>23</sup> J.-F. Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006.

<sup>24</sup> A. N. Bisoka, « Lire Walter Benjamin dans une perspective afro-critique : droit, violence et néropolitique en postcolonie », dans Ph. Coppens et M. de Nanteuil, *La violence du droit. Regards croisés sur Walter Benjamin*, Bruxelles, Bruylant, 2021.

où la raison d'État se transforme en un prétexte pour renforcer l'autorité et l'influence des dirigeants, souvent au détriment des principes de justice, des droits fondamentaux et du droit international. La manipulation de ces concepts permet ainsi de masquer des intentions purement partisans sous des apparences de nécessité, créant un terrain fertile pour l'abus de pouvoir et la répression.

Une telle perspective nous exige de prendre au sérieux l'hypothèse selon laquelle nous devons aussi lire les guerres en Afrique à partir de la situation et des intérêts des acteurs clés qui les ont déclenchées et qui essaient de légitimer ce déclenchement par la raison d'État. En d'autres termes, nous soutenons que la recherche sur les conflits doit toujours sérieusement prendre en compte le rapport entre acteurs étatiques du conflit et l'État. Elle doit étudier comment les intérêts personnels de ces acteurs sont liés et souvent confondus avec ceux de l'État, créant ainsi des dynamiques de légitimation qui façonnent le déroulement et la prolongation des conflits.

Dans le cas de la RDC, si nous prenons au sérieux les rapports des Nations unies et d'autres témoignages<sup>25</sup> qui montrent que cette guerre a été déclenchée et est pilotée depuis Kigali<sup>26</sup>, alors l'analyse de ce conflit doit interroger la manière dont les discours justificatifs de cette guerre sont liés aux intérêts politiques égoïstes des acteurs politiques clés au Rwanda. En outre, en considérant les études qui présentent le Rwanda comme un régime autoritaire très centralisé depuis plus de trente années<sup>27</sup>, il y a lieu de se limiter sur le rapport entre les intérêts du président rwandais et l'État rwandais dans l'analyse. La question devient ainsi de savoir : comment le déclenchement de l'actuelle guerre en RDC justifiée par la raison d'État rwandais permet-il à celui-ci de contourner certaines règles morales et juridiques ? Comment ce contournement contribue-t-il à renforcer l'autorité et le pouvoir du président rwandais ?

---

<sup>25</sup> Au-delà des rapports des Nations unies et des déclarations du gouvernement congolais et d'autres experts, les discours du président rwandais se clarifient de plus en plus par rapport à la présence de son armée en RDC qui, selon lui, poursuivrait des objectifs sécuritaires.

<sup>26</sup> Voir différents rapports d'experts des Nations unies depuis le début de la guerre.

<sup>27</sup> M.-E. Desrosiers, *Trajectories of Authoritarianism in Rwanda: Elusive Control before the Genocide*, Cambridge, Cambridge University Press, 2023.

Ainsi, plutôt que de se concentrer uniquement sur les dynamiques structurelles ayant conduit à la crise actuelle en RDC, il s'agit de s'interroger sur les responsables du déclenchement de cette guerre, ainsi que sur les phases les plus déterminantes de sa violence – telle que la prise de Goma et de Bukavu – et les intérêts sous-jacents du président rwandais en tant qu'acteur clé du déclenchement. Une telle problématisation qui, en se distinguant de l'analyse des causes structurelles, s'appuie sur l'agence des acteurs au pouvoir, est nécessaire pour les acteurs subalternes. Comme nous le verrons plus tard, cette perspective est pertinente car elle ouvre la voie à une narration souvent occultée, des *révélés oubliés*, mais probablement plus pertinente pour ceux qui en souffrent et en meurent aujourd'hui. Nous devons donc comprendre ce processus politique par lequel la construction de la distinction entre l'État et la société au Rwanda devient la condition de possibilité de la violence en RDC. Plus qu'une simple question épistémologique, cette problématique revêt également une dimension politique et éthique, dans la mesure où elle oriente la réflexion vers des considérations politiques directement liées à la souffrance des populations vivant dans les zones de conflit. Elle met en lumière que la guerre soulève fondamentalement la question du rapport entre l'État et les modalités instrumentales par lesquelles s'exerce sa violence.

Ainsi, plus concrètement, pour capter ce qui se joue actuellement dans la guerre en RDC, nous devons saisir le processus politique qui produit cette distinction floue mais puissante entre les intérêts de l'État rwandais d'une part et ceux du président rwandais d'autre part. Ce flou savamment entretenu par les acteurs politiques se nourrit quotidiennement d'un discours conscient qui fait des intérêts égoïstes de ces derniers des objectifs nationaux vitaux.

En effet, cette guerre en RDC est d'abord justifiée par des raisons sécuritaires. Selon le président rwandais, il s'agit d'un conflit interne entre Congolais, et l'intervention du Rwanda consisterait dans le déploiement d'un dispositif préventif pour assurer la sécurité de ses frontières. Bien qu'il refuse encore d'admettre publiquement la présence de son armée en RDC, le président rwandais a à plusieurs reprises affirmé que sa stratégie sécuritaire consiste à traquer la menace à l'extérieur et à empêcher qu'elle ne pénètre au Rwanda. Il ne fait donc aucun doute que des éléments de l'armée rwandaise se trouvent en RDC. Toujours selon le Rwanda, la principale menace réside

dans la présence des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) en RDC. Cependant, cet argument n'a pas encore convaincu, même parmi les alliés les plus proches du Rwanda, tels que la Grande-Bretagne, la France ou les États-Unis. En effet, de nombreuses études ont montré que les FDLR ne représentent pas une menace suffisamment grave pour justifier la violation de la souveraineté territoriale du Rwanda<sup>28</sup>. Ces recherches révèlent que le Rwanda est en réalité présent en RDC depuis près de trente ans, à travers des opérations militaires formelles et informelles. Elles soulignent également la volonté politique de Kinshasa, en 2021 notamment, de collaborer avec le Rwanda pour éliminer les rebelles restants. Enfin, il est rarement mentionné que, depuis la fin de la guerre au Rwanda, Kigali a rapatrié un grand nombre de FDLR, dont une bonne partie a été intégrée à l'armée rwandaise. Dès lors, le narratif de Kigali selon lequel tout FDLR est un génocidaire perd sa validité chaque fois que cette intégration se produit. C'est probablement pour cette raison que le récit a évolué vers l'idée que les Tutsis du Congo étaient sur le point de subir un génocide, potentiellement perpétré par les FDLR et par d'autres Congolais. En outre, sans minimiser les problèmes sérieux que rencontrent les communautés rwandophones en RDC, ce narratif construit une histoire fautive selon laquelle les FDLR et d'autres groupes armés en RDC seraient un danger seulement pour le Rwanda et les rwandophones<sup>29</sup>.

Certes, il existe encore des FDLR ou des Hutus impliqués dans le génocide et devant être jugés. Il en existe beaucoup qui, encore aujourd'hui, épousent l'idéologie génocidaire et qui doivent répondre de leurs actes. En revanche, si le Rwanda n'a pas réussi, en trente ans, à mettre fin à la menace des FDLR, malgré la coopération avec la RDC jusqu'à récemment, et si beaucoup d'entre eux ont été intégrés dans l'armée rwandaise, il est légitime de s'interroger. De plus, si l'on considère comment, au cours des trois dernières décennies, le régime de Kigali a souvent écarté ses opposants en les accusant, à tort ou à raison, de connivence avec les FDLR, il devient pertinent de poser l'hypothèse selon laquelle la présence des FDLR en RDC – affaiblies tant militairement que politiquement, et donc ne représentant plus une véritable menace pour

---

<sup>28</sup> J. K. Stearns, *The War That Doesn't Say Its Name. The Unending Conflict in the Congo*, Princeton University Press, 2021.

<sup>29</sup> Conf. nos propres recherches effectuées entre 2018 et 2025 sur les massacres perpétrés par les groupes armés à l'est de la RDC depuis 1996.

le pouvoir rwandais – pourrait en réalité être un facteur crucial pour la survie du régime en place. D'un côté, la traque des FDLR a été utilisée comme justification pour l'intervention du Rwanda dans l'Est de la RDC pendant trente ans, consolidant ainsi l'influence politique et économique du régime de Kigali dans la région. D'un autre côté, en poursuivant sans relâche les FDLR et en associant systématiquement toute forme d'opposition armée et non armée à ce groupe, Kigali empêche toute possibilité de dialogue avec ses opposants. En « fdlrisant »<sup>30</sup> toute opposition armée, comme par exemple celle du P5 dont on ne parle plus, Kigali perpétue l'image de son régime en tant que survivant du génocide, plutôt que celle d'un régime qui refuse de dialoguer avec toutes les oppositions, qu'elles soient armées ou non, qu'elles aient une idéologie du génocide ou non. Cette stratégie semble directement liée à la doctrine sécuritaire que clame le Rwanda et qui est fondée sur l'élimination des menaces de l'extérieur. Souvent associées aux FDLR, la traque de ces menaces renforce ainsi le contrôle du régime sur la situation politique de la région, en consolide le pouvoir et permet d'en expliquer la longévité.

---

<sup>30</sup> Un groupe de rebelles rwandais appelé « P5 », qui opère entre Fizi et Uvira, « pourrait entraîner la République démocratique du Congo dans un nouveau conflit armé », a déclaré au Conseil de sécurité Ignace Gata Mavita wa Lufuta, l'ambassadeur de la RDC aux Nations unies.

# Jouissances familiares

La perspective centrée sur l'agence des acteurs rappelle une remarque très particulière des études politiques africaines des années 1990, lorsque des politologues africanistes ont cherché à dépasser une approche réductrice qui présentait l'Afrique comme un continent d'exception, souvent vu à travers le prisme d'une fatalité ou d'un catastrophisme systématique<sup>31</sup>. Ces chercheurs ont plaidé pour une analyse plus nuancée, qui intègre les contextes locaux tout en reconnaissant les dynamiques globales. En rejetant ces visions simplistes, ils ont mis en évidence que des phénomènes tels que les conflits ethniques<sup>32</sup>, la corruption ou la gouvernance autoritaire ne sont pas propres à l'Afrique, mais sont des défis communs à d'autres régions du monde, y compris l'Europe<sup>33</sup>. Raison pour laquelle nous ne devons pas hésiter à tenter des comparaisons entre la guerre à l'est de la RDC et d'autres guerres similaires actuellement au monde, en particulier celles qui s'inscrivent dans des dynamiques impérialistes contemporaines.

De ce point de vue, la guerre en RDC résonne profondément avec d'autres conflits majeurs, comme celui entre la Russie et l'Ukraine, entre Israël et la Palestine, où l'action des acteurs clés du déclenchement des violences est cruciale pour comprendre la guerre. Dans ces trois contextes, un schéma

---

<sup>31</sup> M. Gazibo et C. Thiriot (dir.). *Le politique en Afrique : état des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 2009.

<sup>32</sup> C. Coulon et M. Denis-Constant (dir.). « Les Afriques politiques [compte rendu] », *Politique étrangère*, 1992, 57(3), 704.

<sup>33</sup> J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.

similaire émerge : au-delà des aspects sécuritaires du conflit, il s'agit d'un conflit territorial, voire expansionniste. Les causes profondes du conflit sont souvent manipulées par les acteurs les plus puissants qui déclenchent la guerre afin de justifier la violence constitutive à leur système de gouvernance. Elles peuvent même devenir un prétexte pour justifier indéfiniment la guerre. Cette violence est fréquemment justifiée par des raisons d'État qui, en réalité, se confondent avec la survie politique des dictateurs, des autocrates ou des fascistes au pouvoir.

Pour le cas de la RDC plus spécifiquement, le Rwanda continue de réclamer une partie du territoire de l'Est de la RDC qu'il aurait perdue avec le tracé des frontières lors de la conférence de Berlin. Ce mythe, selon lequel le Rwanda était autrefois plus vaste<sup>34</sup>, continue d'être entretenu par Kigali et beaucoup de Rwandais pensent que c'est leur actuel président qui doit réaliser ce destin. En effet, les récits autour de la personne du président rwandais, en particulier ceux qui évoquent ses liens familiaux<sup>35</sup>, véhiculent un narratif qui le présente non seulement comme le sauveur du Rwanda lors du génocide contre les Tutsis et le bâtisseur du Rwanda post-génocide, mais aussi comme conquérant. Parfois, en écoutant ses déclarations à ses collaborateurs<sup>36</sup>, on peut avoir l'impression qu'il y croit lui-même. La question centrale ici devient alors de savoir quel est le rôle que joue cette image de sauveur, de bâtisseur et de conquérant dans la légitimation de son pouvoir et de sa longévité au pouvoir.

Contrairement à ce que l'on peut parfois lire, ce pouvoir et cette longévité ne reposent pas uniquement sur le caractère répressif de son régime. Ils se nourrissent aussi de sa légitimité, partagée par une grande partie de ses collaborateurs et de sa population, qui le considèrent comme l'être providentiel du Rwanda moderne qui doit accomplir son destin. Or l'arrivée au pouvoir en 2019 de l'actuel président congolais, Félix Tshisekedi, a considérablement

---

<sup>34</sup> Voir à propos de cette question : G. Mathys, *Fractured Pasts in Lake Kivu's Borderlands. Conflicts, Connections and Mobility in Central Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2025.

<sup>35</sup> Voir les liens avec l'histoire de sa tante, Rosalie Gicanda, épouse du mwami Mutara III du Rwanda.

<sup>36</sup> Comme lorsqu'il dit « je ne sais pas comment j'ai pu naître parmi vous ».

limité l'influence du régime rwandais en RDC, restreignant ainsi ses marges de manœuvre politiques<sup>37</sup> et, par conséquent, ses ambitions territoriales. À cela s'ajoute l'émergence de nouveaux intervenants régionaux importants pour la RDC comme le Burundi, l'Angola et l'Afrique du Sud. L'ambition d'annexer une partie de l'Est de la RDC devient ainsi difficile à réaliser. Si elle devait profiter économiquement à l'État rwandais, elle serait aussi un moyen ultime de légitimer le pouvoir et la longévité du président rwandais, faisant de lui une figure historique emblématique du Rwanda. L'action souverainiste du président congolais devient ainsi un frein non seulement aux intérêts de l'État rwandais, mais aussi à ceux de son président libérateur<sup>38</sup>, protecteur, bâtisseur et conquérant. Ce frein à la matérialisation de la fusion entre l'État rwandais et le président rwandais devient ainsi la raison de faire la guerre et offre une justification pour légitimer les souffrances des Congolais<sup>39</sup>. Ainsi, cette tactique qui consiste à confondre les intérêts de l'État et ceux d'acteurs politiques clés peut nous permettre de comprendre l'une des raisons pour lesquelles cette guerre perdure depuis plus de trente ans.

Il convient cependant de rappeler que, pour que cette stratégie puisse fonctionner, Kigali doit toujours compter sur divers complices, parmi lesquels des acteurs congolais animés par leurs intérêts personnels. Parallèlement, des groupes armés congolais ont également participé à cette dynamique, non pas par volonté directe de Kigali, mais en raison du manque d'efforts de la RDC pour renforcer le contrôle et la souveraineté territoriale, en particulier dans l'Est du pays<sup>40</sup>. De plus, il faut souligner le soutien international apporté au Rwanda au cours des trente dernières années, pendant lesquelles la communauté internationale a prétendu ignorer les réalités violentes dans l'Est de la RDC. Au contraire, elle a soutenu le régime rwandais sur le plan militaire et a conclu des accords portant sur l'exportation des minerais congolais, contribuant ainsi indirectement à la perpétuation du conflit. Bien qu'elle

---

<sup>37</sup> Cf. : I. Batumike et N. A. Bisoka, « Chronique politique de la RDC : 2019 », dans F. Reyntjens (dir.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2020*, Anvers, University Press Antwerp, 2021, pp. 35-62.

<sup>38</sup> Voir les divers discours sur le *Liberation Day* le 4 juillet au Rwanda.

<sup>39</sup> Voir par exemple l'absence du président rwandais à la signature d'un accord à Luanda le 15 décembre 2024.

<sup>40</sup> K. Vlassenroot. Négocier et contester l'ordre public dans l'Est de la République démocratique du Congo. *Politique africaine*, N° 111(3), 44-68, 2008.

n'explique pas la décision pour Kigali de déclencher la guerre, ce soutien international a joué un rôle clé dans la consolidation du pouvoir de Kigali et dans le maintien de la guerre, souvent sous couvert d'intérêts économiques et géopolitiques.

Cette longévité peut également être comprise à travers l'importance que Kigali accorde à la question des causes profondes du conflit dans son discours. En effet, elle insiste régulièrement sur la complexité des causes sous-jacentes du conflit, affirmant que celui-ci ne découle pas avant tout de sa doctrine militaire proactive, mais d'une complexité historique qu'il décrit comme immaîtrisable, irrémédiable et permanente. Selon Kigali, cette complexité justifie une nécessité constante de sécurisation du Rwanda, plaidant ainsi pour une position permanente d'intervention en RDC. Par cette rhétorique, Kigali parvient à légitimer ses actions militaires, en les inscrivant dans une logique de sécurité nationale, tout en dissimulant l'aspect stratégique de ses intérêts personnels et régionaux. Voilà pourquoi nous déduisons que si Kigali n'a pas besoin de la paix dans l'Est de la RDC, alors mettre plus d'attention sur les causes profondes de cette guerre plutôt que sur ses objectifs politiques ne pourra que retarder la fin de cette guerre.

Nous nous retrouvons ici dans une logique similaire à celle de la guerre en Ukraine et en Russie, où, malgré les différences contextuelles, des acteurs puissants cherchent à protéger leur pouvoir tout en s'inscrivant dans une vieille logique coloniale d'empire, invoquant la raison d'État pour préserver leur autorité. Certes, dans tous les régimes politiques, la survie des dirigeants repose sur leur capacité à aligner leurs intérêts avec ceux de l'État. Cependant, contrairement aux démocraties ouvertes, dans des pays comme la Russie, Israël<sup>41</sup> ou le Rwanda, cet alignement des intérêts des dirigeants avec ceux de l'État repose sur un contrôle absolu du pouvoir par les acteurs puissants du « political settlement ». L'accaparement de ce pouvoir se caractérise par l'absence de compétition politique, un contrôle limité de la population, ou encore la restriction des mécanismes institutionnels transparents, soutenus par la coercition et la manipulation de l'État. Les expériences de ces trois pays nous montrent que, dans le cadre de l'État-nation, la stabilité intérieure

---

<sup>41</sup> Avec une certaine particularité pour Israël, sur laquelle il n'est guère besoin de revenir ici.

ou le droit d'intervenir militairement à l'extérieur reposent essentiellement sur la puissance et la violence, qu'elle soit dite légitime ou non et que la question des causes soit essentiellement de l'ordre de la légitimation ou de la délégitimation.

C'est précisément à ce niveau que l'on peut situer la critique, tout à fait légitime, du président rwandais face à un Occident en tant qu'hypocrite et donneur de leçons. Contrairement à ce que certains prétendent, cette indignation, qu'il ne faut pas confondre avec sa stratégie de communication, ne doit pas être assimilée à de la ruse – *Ubwenge*. Elle doit plutôt être liée au fait que même les pays occidentaux qui lui font la morale fonctionnent souvent selon une logique similaire d'inimitié<sup>42</sup>. Il s'agit de cette logique qui fait que, dans la pratique, les puissances occidentales ont progressivement transformé les principes de la démocratie libérale en exceptions, au profit d'une logique où la violence et la guerre sont devenues des références dominantes, avec une forme très particulière depuis le milieu des années 1990. Dans cette optique, l'usage de la force, justifié par une rhétorique de l'ennemi de l'État, sert désormais de cadre légitimant pour soumettre et exercer un contrôle, en employant tous les moyens nécessaires pour affirmer cette domination. La Russie, Israël et le Rwanda partagent cette même communauté épistémique avec les pays occidentaux, qui, par le passé, ont agi de la même manière ou ont soutenu des dynamiques similaires.

Dans tous les cas, cette comparaison montre que ce sont les populations les plus vulnérables qui en subissent les conséquences les plus lourdes, dont beaucoup sont invisibles dans les bilans classiques des pertes humaines et matérielles. Les pertes intimes, bien que les plus dévastatrices, restent largement imperceptibles dans les discours officiels, mettant en lumière les inégalités fondamentales qui sous-tendent ces guerres. Ces régimes particulièrement répressifs contribuent à la fabrication d'un discours sélectif, rendu possible par la violence et produisant des *pertes intimes*.

---

<sup>42</sup> A. Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2013.

# Pertes intimes

Les analyses des conséquences du conflit en RDC à travers ses causes profondes insistent souvent sur les violences physiques et matérielles. Elles négligent la perspective par agence, qui permet de saisir les pertes liées à la destruction des résultats de l'agence des populations congolaises. Ces *perles intimes* se manifestent dans les pertes liées aux efforts de relèvement individuels et communautaires des populations de l'Est de la RDC, qui ont été continuellement exposées à la violence armée au cours des trois dernières décennies. Cette approche par agence met en lumière les conséquences profondes et souvent invisibles du conflit, en soulignant non seulement les destructions visibles mais aussi les pertes immatérielles résultant de la capacité des populations à résister, se reconstruire et maintenir des dynamiques de solidarité dans un contexte de guerre prolongée.

En effet, la guerre actuelle à l'Est de la RDC ne se contente pas d'affecter les populations par les violences directes, elle détruit aussi un processus politique et socio-économique qui, bien qu'imparfait, existe et s'est développé malgré les obstacles. En se concentrant uniquement sur les souffrances, on néglige ce que ces régions sont en train de perdre de ce qu'elles ont patiemment construit au fil de ces décennies marquées par la violence. Cette période de résilience, bien qu'invisible aux yeux de ceux qui ne voient que la dévastation, est pourtant porteuse d'histoires de résistance, de solidarités et d'efforts collectifs qui s'effondrent avec chaque nouvel épisode de destruction. En effet, beaucoup de ces zones en proie à la violence armée ont été parmi les plus dynamiques sur le plan des transformations positives. Par exemple, Bukavu est devenue un des pôles universitaires les plus

importants de la RDC, voire de la région, tandis que Goma a émergé comme un des pôles économiques majeurs de la région, malgré la guerre. Parler de cette guerre ne se limite donc pas à évoquer la misère d'une zone en conflit depuis longtemps. Il s'agit aussi de la destruction de ce que les populations locales ont réussi à bâtir malgré l'adversité et de l'effritement de l'agence des acteurs locaux qui ont su, pendant ces dernières décennies, œuvrer pour un avenir meilleur.

Le processus politique de redevabilité mis en place par le gouverneur actuel du Sud-Kivu en est un exemple : malgré les pressions et les liens complexes avec ses parrains à Kinshasa, il a tenté de naviguer entre la nécessité de répondre aux attentes de sa population et les exigences du pouvoir central. Au Nord-Kivu, la coopération entre l'État et le secteur privé, particulièrement dans le domaine de l'entretien des routes après un conflit entre le Fonds national d'entretien routier (Foner) et les opérateurs pétroliers, est un autre exemple d'agence visible à travers cette volonté de gestion pragmatique et constructive des ressources locales. En outre, le commerce transfrontalier, surtout au cours des quinze dernières années, a permis à de nombreuses petites commerçantes congolaises de collaborer avec des coopératives rwandaises pour importer des produits de consommation, renforçant ainsi des liens économiques et sociaux transfrontaliers cruciaux pour les moyens de subsistance locaux et la cohésion sociale.

De plus, jusqu'à récemment, de nombreuses familles congolaises vivaient à Gisenyi ou Cyangugu, au Rwanda, tout en travaillant à Goma ou Bukavu, grâce à l'ouverture des frontières 24h/24 instaurée par la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL). Cette mobilité transfrontalière a facilité les échanges, renforçant les liens économiques et humains entre les deux pays. Cependant, l'intensification de l'insécurité et l'activité du M23 ont restreint cette liberté de circulation, perturbant non seulement les échanges commerciaux mais aussi les relations quotidiennes entre les populations locales des deux côtés de la frontière. Les restrictions de circulation imposées par la guerre ont gravement affecté les moyens de subsistance des populations locales, limitant leurs déplacements, leurs échanges et leur accès aux ressources nécessaires à leur survie.

Bien que les habitants aient vécu dans une réalité transfrontalière d'interdépendance, la guerre a généré un discours de fermeture fondé sur la souveraineté. Ce discours a semé la méfiance entre deux peuples historiquement liés. Cette dynamique de fermeture affecte non seulement les relations économiques, mais aussi le tissu social et humain, fracturant des communautés transfrontalières qui, malgré des tensions sporadiques, essayaient malgré tout de vivre ensemble et de tisser des liens dans la mesure du possible au fil des années. Ainsi, cette guerre ne détruit pas seulement des infrastructures ou des ressources économiques, mais aussi des processus politiques et sociaux qui avaient permis un certain progrès, en rendant incertains l'avenir de la coopération et des relations pacifiques entre les populations de la RDC et du Rwanda.

La guerre en cours en RDC a des répercussions bien au-delà du niveau local, affectant profondément le processus politique national. Bien qu'imparfait et confronté à des défis tels que la corruption et les tentatives de manipulation constitutionnelle, ce processus est toujours en développement. Il se manifeste par des avancées démocratiques certes encore faibles mais notables, comme l'organisation des élections, l'alternance politique, une relative liberté d'expression et une forte demande de bonne gouvernance. Par exemple, en analysant ce conflit, on constate que les principaux belligérants du côté congolais (Tshisekedi, Kabila et Nangaa) sont ceux qui ont autrefois œuvré ensemble pour trouver des solutions négociées aux défis de la cohésion nationale. Cela inclut, par exemple, les résultats des élections de 2018, où Kabila et Nangaa auraient transféré le pouvoir à Tshisekedi, bien qu'il n'ait pas réellement remporté ces élections. De plus, de nombreux hauts gradés du M23 ont été libérés de prison à Kinshasa grâce à des accords négociés en dehors de toute juridiction, au nom de la paix. Cependant, l'intensification du conflit met en péril ces acquis fragiles en déstabilisant les institutions politiques et en détournant l'attention des réformes nécessaires. La guerre exacerbe les tensions internes et fragilise les processus démocratiques en place, risquant de freiner l'élan de changement et de démocratie que la RDC, par le truchement de la pression populaire, a commencé à construire.

Ainsi, bien que les problèmes de gouvernance sous le régime Tshisekedi aient freiné de nombreuses avancées, suscitant des craintes quant à l'incapacité

de la RDC<sup>43</sup> de décoller économiquement et d'approfondir sa fragile démocratie, il est indéniable que cette guerre aggrave encore davantage la situation<sup>44</sup>. Elle est en train d'inverser le peu de progrès réalisés, non seulement par le gouvernement, mais aussi par les initiatives des Congolais et de leurs divers partenaires internationaux, risquant ainsi de plonger le pays dans une crise qui menace son avenir politique et institutionnel, ainsi que son intégrité territoriale.

Ces initiatives concernent, entre autres, les efforts de résolution des conflits communautaires. Certes, ces initiatives laissent encore à désirer, notamment en raison du fait que le gouvernement congolais et ses divers partenaires impliqués cherchent à tout prix à annihiler ces conflits, plutôt que de tenter d'en institutionnaliser les modalités de gestion. En tant que conflits de pouvoir, les revendications des acteurs en jeu sont parfois si contradictoires que, comme l'illustre l'expérience des États-nations, seule la violence légitime a réussi à les résoudre, non pas en les annihilant, mais bien en les catalysant dans des modes d'expression, de gestion ou de transformation institutionnelle, et ce de manière contraignante. Malheureusement, cette guerre a balayé ces initiatives formelles et informelles. En exacerbant les conflits ethniques, elle ne profite à aucune communauté, même à celle des Congolais

---

<sup>43</sup> Il y a beaucoup à dire sur la manière dont la guerre a été instrumentalisée par le régime en place en RDC lors de la campagne électorale de 2023 pour garantir sa victoire. La mégalomanie qui en a émergé, symbolisée par des slogans tels que « mokengeli ya peuple congolais », a sans doute nourri les ambitions du régime en ce qui concerne un éventuel changement constitutionnel. Il est également pertinent d'examiner la gouvernance de la guerre et les affaires lucratives qu'elle a facilitées. Ces questions méritent d'être abordées séparément et de manière rigoureuse dans un cadre scientifique, car il manque une véritable analyse approfondie du régime actuel de Kinshasa, au-delà des termes réducteurs comme tribalisme, clientélisme ou corruption. Comme l'indique l'anthropologie des espaces publics en Afrique, ces concepts ne font que nourrir une vision uniformisante et simpliste des régimes africains, sans réellement saisir les dynamiques sous-jacentes. De plus, à la lumière des événements récents impliquant des figures telles que Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahu et, très probablement, Donald Trump, il devient crucial de distinguer clairement l'agression internationale des problèmes de gouvernance interne, même si ces derniers peuvent être eux aussi d'une gravité incontestable. Pour la critique des concepts généralisant du politique en Afrique, voir : J.-P. Olivier de Sardan, "A la recherche des normes pratiques de la gouvernance réelle en Afrique", *Afrique: pouvoir et politique*, Discussion Paper, No. 5 Dec, 2008.

<sup>44</sup> Pour un exemple majeur sur le plan sécuritaire voir : J. Verweijen, "Soldiers Without an Army? Patronage Networks and Cohesion in the Armed Forces of the DR Congo", *Armed Forces & Society*, Vol. 44, No. 4, pp. 626-646, 2018.

rwandophones. Au contraire, elle devient une sorte de *self-fulfilling prophecy*, sur laquelle le Rwanda peut continuer à construire son narratif, justifiant ainsi des attaques répétées contre la RDC que des Congolais extrémistes reprennent pour stigmatiser tous les Rwandais et les rwandophones.

Concernant le Rwanda, cette guerre a des répercussions profondes et souvent invisibles, notamment sur la symbolique de la nation et de son leadership. Le Rwanda a su se positionner comme un modèle de bonne gouvernance technocratique et de développement en Afrique, avec une image soignée de pays prospère et stable, incarnant un modèle de prise en charge digne pour le continent. Le président rwandais, en particulier, a été perçu comme un leader panafricain, un défenseur des intérêts de l'Afrique, notamment à travers son pilotage des réformes de l'Agenda 2063 pour une Afrique prospère et autonome en 2016, ainsi que sa présidence de l'Union africaine en 2018. Certes, cette image a été bâtie sur des fondations plus complexes et contradictoires, entrelacées avec les interventions militaires rwandaises en RDC depuis 1996 et un autoritarisme au niveau intérieur. En outre, le discours sur le développement au Rwanda a été fort critiqué, à la fois sur ses réalités complexes et sur les orientations politiques et économiques mises en avant par le gouvernement rwandais. Cependant, cela n'a pas empêché que beaucoup d'Africains, voire des Congolais, considèrent le président rwandais comme symbolisant la possibilité pour leurs pays de trouver des dirigeants qu'ils méritent. Mais avec cette guerre, cette symbolique se révèle aujourd'hui sous un jour bien plus sombre : celle d'un impérialisme nationaliste déguisé, qui contredit l'image de leader panafricain que le président rwandais a cherché à construire. L'effondrement de cette vision idéalisée fait apparaître les limites de la politique sécuritaire rwandaise, désormais perçue non plus comme un acte de défense, mais comme un instrument d'expansion et de domination régionale. Dans ce cas, cet échec n'incombe pas uniquement au président rwandais. Il constitue également un échec pour l'Afrique et pour tous ceux qui avaient placé leur espoir dans ce symbole. De plus, il nous ramène à la nécessaire problématisation de ce vieux panafricanisme qui, d'une part, dépolitise les conflits, massacres et guerres ayant défigurés cette région, les réduisant à une haine ethnique plutôt qu'à une lutte pour le pouvoir. Ce discours, fondamentalement stratégique, présente les élites au pouvoir comme les garantes de la stabilité, dissimulant ainsi une vérité

incontestable : tant qu'il écartera les réflexions cruciales sur la démocratie et la gouvernance, le panafricanisme demeurera un terme vidé de sens, déconnecté des préoccupations fondamentales des populations du continent.

Un autre impact souvent négligé concerne l'intégration régionale, tant formelle, à travers des institutions telles que la CEPGL, la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) ou la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), qu'informelle, via les nombreuses initiatives locales menées par des ONG, des religieux, des artistes, des journalistes et d'autres acteurs de la société civile qui ont œuvré pour promouvoir des échanges sous-régionaux pacifiques. Cependant, à mesure que la guerre progresse, ce processus d'intégration, qui semblait avoir un grand potentiel de rapprochement, est gravement compromis. Ce qui en reste aujourd'hui, c'est une méfiance croissante entre les citoyens des pays voisins et une intensification des conflits ethniques, exacerbée par des rivalités politiques de plus en plus visibles. Les tensions sont particulièrement palpables au sein de l'EAC, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), où les relations entre la RDC, le Burundi et la Tanzanie d'un côté, et le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya de l'autre, se détériorent. Ces fractures sous-régionales aux allures ethniques fragilisent l'intégration régionale. Elles sapent également les efforts collectifs pour une coopération pacifique, laissant place à une dynamique de division et de suspicion qui compromet l'avenir de la stabilité en Afrique centrale et de l'Est.

L'Afrique des Grands Lacs en est aujourd'hui à attendre la sentence du Conseil de sécurité ou de l'Union européenne, faute de solutions venant de l'UA, de l'EAC ou de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui n'ont pas su résoudre un problème africain par les Africains. Cette fracture, qui fait des Africains les complices de leurs propres problèmes, rend aujourd'hui difficile la critique du néocolonialisme que l'on reproche à l'Occident sur deux points : d'une part, les minerais extraits du Congo et envoyés au Rwanda ne profitent pas qu'à ce dernier, mais également, et peut être principalement à l'Occident<sup>45</sup>. D'autre part, les armes utilisées dans cette

---

<sup>45</sup> Ch. Vogel, *Conflict Minerals, Inc.: War, Profit and White Saviourism in Eastern Congo*, Londres, Hurst, 2022.

guerre en RDC ne sont pas fabriquées en Afrique. Beaucoup proviennent de l'Occident. Sans oublier les responsabilités historiques et contemporaines des anciennes puissances coloniales, qui continuent de protéger les régimes autoritaires en Afrique. Cependant, en tant que complices de l'Occident dans cette guerre, ce discours anti-impérialiste perd de sa force, surtout lorsqu'il est porté par ceux qui soutiennent un discours panafricain.

# Dignité souillée

La guerre en RDC s'accompagne d'une perte paradoxale qui mérite d'être pensée à part, car non seulement elle est fondamentale, mais elle dépasse le cadre régional en soulevant la question essentielle de l'exercice du pouvoir en *postcolonie*<sup>46</sup>. Cette guerre nous confronte à la domination d'un discours stato-centrique et souverainiste dans un continent où une vision du panafricanisme ou de l'afropolitanisme<sup>47</sup> n'est pas simplement une option parmi d'autres, mais une nécessité vitale. En effet, que ce soit en RDC ou au Rwanda, ce discours stato-centrique repose sur l'idée que la souveraineté territoriale est primordiale et doit être préservée à tout prix, sans tenir compte des réalités transfrontalières qui caractérisent les zones de guerre à l'Est de la RDC, mais qui constituent pourtant la condition même d'une vie digne pour les populations. Ce discours souverainiste, qui ignore la dynamique de circulation millénaire des biens, des personnes et des informations, tend à réduire ces réalités à des espaces géographiques artificiels, figés par la souveraineté des États-nations, confinant des populations entières dans des frontières rigides, déconnectées les unes des autres. Et depuis trente ans, il impose la guerre comme l'expression ultime de

---

<sup>46</sup> A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

<sup>47</sup> Dans ces deux courants de pensée sur l'Afrique très différents, je retiens l'idée que, face à ses innombrables défis, l'Afrique ne peut se permettre de reproduire le modèle nationaliste centré sur la primauté de l'État-nation.

*la nécropolitique, c'est-à-dire non seulement le pouvoir et la capacité de décider qui vivra et qui mourra*<sup>48</sup>, mais aussi la gestion des vies humaines, où la brutalité, la militarisation, la saturation de l'espace par les discours, les mémoires et les projets de guerre deviennent des expressions ordinaires de la légitimité du potentat.

Mais, on vient de le voir, l'histoire de la région montre que cette vision réductrice et ce choix nécropolitique de la souveraineté territoriale qu'imposent certains acteurs puissants ont des conséquences dramatiques dans la région. Cette vision ne s'intéresse pas au soutien des projets en faveur d'un épanouissement des populations et des dynamiques de coopération transfrontalière dignes. Elle impose au contraire une nécropolitique qui s'exprime dans l'imposition des frontières comme outil de séparation, de contrôle et de restriction et de sa protection comme but ultime, dans la mesure où elle justifie une mise à mort automatique. C'est une telle violence qui finit par figer les relations humaines dans des catégories rigides dictées par l'État-nation. Ces barbelés et tranchées qu'engendre cette menace de la mort empêchent les populations de s'adapter aux réalités mouvantes de la région. Or les « flux transnationaux » dans la région révèlent clairement le caractère artificiel de ces limites et la fluidité des réalités sociales qui les traversent. Ces flux mettent en évidence que les identités et dynamiques sociales ne peuvent être réduites à des catégories figées par la souveraineté territoriale. Ces flux sont en réalité traversés par des dynamiques complexes d'identités hybrides et interconnectées qui échappent à toute tentative de catégorisation. Ainsi, cette rigidité des frontières, loin de garantir la stabilité, devient une forme de violence structurelle, servant finalement les intérêts des acteurs dominants qui se font la guerre au nom des populations qui en souffrent aujourd'hui. De plus, dans une logique impérialiste propre à l'État hérité de la colonisation, cette guerre met en lumière la manière dont cette rigidité se fissure aujourd'hui, révélant la contradiction inhérente à la souveraineté : la souveraineté étatique consiste ici à la fois dans le traçage des lignes figées et dans l'ambition à les repousser indéfiniment par la conquête

---

<sup>48</sup> A. Mbembe, *Necropolitics*, Durham, Duke University Press, 2019. Pour l'une des modalités pratiques de cette longévitité, voir : K. Vlassenroot, K., E. Mudinga, E., & J. Musamba. Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo. *Journal of Refugee Studies*, 33(4),832-852, 2020.

territoriale, une dynamique alimentée par la conquête coloniale des terres ou l'épanouissement du capitalisme meurtrier.

Mais cette nécropolitique, liée à la rigidité des frontières continuellement nourrie par le principe de souveraineté, ne s'impose pas uniquement par la force. De part et d'autre, elle se nourrit aussi d'une idéologie de dignité ou, mieux, d'une dignité souillée qui défend la nécessité, pour les peuples, de mourir pour ces constructions mythiques. En effet, cette guerre révèle les manœuvres des régimes au pouvoir qui ont besoin de se nourrir de masses fières et déterminées qui, dans un élan fratricide, sont prêtes à mourir pour l'intérêt suprême de la nation, ou de leur chef, peu importe<sup>49</sup>. Ainsi, comprendre fondamentalement cette guerre en RDC, c'est aussi saisir l'articulation entre la contrainte exercée par l'État et les élites dans la mobilisation des masses, et l'adhésion de celles-ci à l'acte de désigner l'autre comme ennemi, d'établir des frontières ou de les élargir, de menacer de mort ou même de tuer. Il s'agit ici de comprendre comment, pour fonctionner, le pouvoir recrute l'adhésion des victimes à son propre projet, leur imposant l'idée de mourir dans un combat fratricide.

En effet, à la fois en RDC et au Rwanda, la souveraineté, en tant que justification ultime du droit de tuer pour raison d'État ou du régime au pouvoir, tire sa prétention fondamentale et sa légitimité de son propre récit que le peuple doit partager. Ne se donnant aucune limite juridique, elle revêt des allures mythiques ou divines, véhiculées par des rituels variés, tels que clamer la dignité (Agaciro) au Rwanda ou jurer sur le drapeau (Bendele) en RDC. Ces rituels et symboles de légitimation opèrent dans un flou entre liberté et contrainte d'un pouvoir qui s'appuie sur un enchevêtrement complexe et hétérogène de récits : Intore, Wazalendo, Bendele, Agaciro, sécurisation, Mwami, souveraineté, père de la nation, plus jamais ça, unité nationale, etc. Ce mélange permet de tisser une « matrice » symbolique que les dirigeants imposent comme cadre dominant de signification, parfaitement articulé à la protection de leurs intérêts confondus avec la raison d'État.

---

<sup>49</sup> Voir les mécanismes qui déterminent la distinction entre les vies dignes d'être protégées et celles qui peuvent être sacrifiées : J. Butler, *Precarious Life: The Powers of Mourning and Violence*, London-New York, Verso, 2006 ; *Frames of War: When Is Life Grievable?*, London-New York, Verso, 2016.

Le caractère foncièrement médiatique de cette guerre révèle ainsi cette dimension rituelle qui dépasse le simple niveau de la coercition. Il s'agit d'une guerre de foussements, d'insultes et de haine, qui constitue la ratification populaire de sa violence. Cette ratification passe par une théâtralisation qui produit une connivence entre l'État, les élites et les peuples, dessinant ainsi une communauté épistémique autour de la nécropolitique<sup>50</sup>. L'association entre la décision des élites de faire la guerre et ces petits silences, ricanelements, fierté, plaisanteries, déception, justifications, compréhensions et autres pratiques quotidiennes de familiarité et de légèreté face à la mort de l'autre créent une réciprocité qui légitime le pouvoir. Cette légitimation est aujourd'hui tellement forte dans la sous-région (RDC, Rwanda, Ouganda, et Burundi), les diasporas et ailleurs, qu'elle génère une convivialité qui renforce encore le pouvoir. Ce débordement engendre actuellement une extravagance qui met en lumière la vulnérabilité du pouvoir : en effet, ces rituels de réciprocité et de convivialité entre les régimes en place et la population ne modifient jamais leur logique. Ils restent ancrés dans la nécropolitique, ce qui conduit à l'envoi à la guerre et à la mort de ceux qui légitiment ce pouvoir, exposant ainsi sa fragilité, sa délégitimation, et surtout les failles au cœur de sa condition de possibilité.

Paradoxalement, cette critique de l'État-nation n'est pas sans conséquence. En alimentant l'opposition à la souveraineté territoriale, elle peut aussi nourrir les ambitions impérialistes et expansionnistes de certains voisins de la RDC, dont les intérêts géopolitiques sont souvent en contradiction avec ceux des populations locales de la région. C'est en raison de ce risque que le discours souverainiste devient souvent le seul cadre légitime pour aborder ce conflit, réduisant les débats à une question de savoir si le M23 ou le Rwanda violent ou non la souveraineté de l'État congolais, si cette violation est légitime, et si les élites au pouvoir peuvent ou non engager la guerre pour y mettre fin.

Ce discours n'est pas surprenant puisqu'il découle de la logique de l'État-nation et de la protection de la souveraineté étatique. Cependant, il demeure problématique, car il engendre des conséquences néfastes associées à la conception même de l'État-nation. D'un côté, profondément suspicieux de

---

<sup>50</sup> A. Mbembe, *On the Postcolony*, Berkeley, University of California Press, 2001.

l'altérité et du mouvement, ce discours de l'État-nation perçoit souvent les flux et les réalités hybrides et plurielles comme une menace, tout en justifiant des inégalités internes et l'exclusion de certains groupes. D'autre part, ce discours semble sous-entendre que les Africains, déjà en lutte pour exister et se faire une place dans un monde qui les ignore violemment lorsqu'il ne les maltraite ou ne les tue pas, doivent concentrer leurs efforts sur l'armement, perçu comme le seul moyen efficace réel de dissuasion. Ils doivent ainsi se renforcer pour mener des guerres fratricides au nom d'une dignité qu'ils souillent, au lieu de s'engager dans des projets permettant de repenser les conditions d'une humanité plus digne, après les violences esclavagistes, coloniales et postcoloniales qu'ils ont subies et continuent de subir.

Mais comment penser et faire autrement, lorsque le discours de ceux qui nous tuent s'inscrit dans la même logique de l'État-nation que le discours de ceux qui ont le pouvoir de les arrêter ? C'est peut-être dans la résolution de ce paradoxe et les luttes qu'elle implique que se dessinera la véritable Agaciro<sup>51</sup>, c'est-à-dire une politique de la vie véritablement digne en Afrique des Grands Lacs.

---

<sup>51</sup> D. Mwambari, "Agaciro, vernacular memory, and the politics of memory in post-genocide Rwanda", *African Affairs*, Volume 120, Issue 481, October 2021, pp. 611–628.

## Série Insecure Livelihoods

